

Recensement des militaires burundais par une entreprise paneuropéenne

@rib News, 04/02/2009 â€“ Source EuronextZetes, spÃ©cialiste europÃ©en de solutions dâ€™identification automatique des biens et des personnes, annonce la signature dâ€™un nouveau contrat avec le consortium composÃ© de la coopÃ©ration technique belge et du Cabinet FranÃ§ais SOFOS Consultants, portant sur le recensement des militaires burundais. Ce projet, a Ã©tÃ© conclu dans la foulÃ©e du projet de recensement des fonctionnaires. La solution apportÃ©e par Zetes doit permettre la crÃ©ation dâ€™une nouvelle base de donnÃ©es, reprenant les principales informations biomÃ©triques et biographiques des militaires. Celle-ci devra servir Ã rÃ©aliser une meilleure gestion des ressources humaines. La solution sera immÃ©diatement mise en exploitation au sein des services gestionnaires de la DÃ©fense et de lâ€™ArmÃ©e. Zetes livre une solution de contrÃ´le des effectifs, permettant Ã terme une meilleure gestion des ressources humaines. Afin que la RÃ©publique du Burundi puisse gÃ©rer efficacement son personnel militaire, Zetes met en place une solution pour :- lâ€™enregistrement biomÃ©trique et biographique des militaires ; - la centralisation des donnÃ©es et Ã©limination des doublons ; - la production de cartes dâ€™identification sÃ©curisÃ©es. Cette opÃ©ration de grande envergure sur tout le territoire national, cible une population dâ€™environ 28.000 membres du personnel en service au sein du MinistÃ©re de la DÃ©fense Nationale et des Anciens Combattants - principalement ceux employÃ©s par lâ€™Etat Major GÃ©nÃ©ral - et des Forces de DÃ©fense Nationale dÃ©ployÃ©es sur le terrain. Le projet est Ã©galement rÃ©alisÃ© en Ã©troite collaboration avec le MinistÃ©re des Finances et de lâ€™Economie. Le Consortium CTB/SOFOS, la mÃ©thodologie et les Ã©quipements utilisÃ©s, ainsi que le partenaire technique ZETES (appuyÃ© sur place par la sociÃ©tÃ© NSI), sont les mÃªmes que ceux utilisÃ©s dans le cadre du projet recensement des fonctionnaires civils et qui Ã©taient intervenus sur le terrain de fin mai Ã dÃ©but juillet 2008. Cette approche permet de capitaliser lâ€™investissement de dÃ©part fait pour les fonctionnaires civils. Lâ€™opÃ©ration de recensement sur le terrain dÃ©marrera au mois de mars pour une durÃ©e de 3 Ã 4 semaines. Chaque militaire recevra Ã lâ€™issue des opÃ©rations dâ€™enregistrement, une carte dâ€™identification biomÃ©trique, comportant entre autre photo et empreintes digitales. Wirtz, CEO de Zetes, dÃ©clare : Â« Nous sommes trÃ¨s heureux que le Consortium CTB/SOFOS nous ait de nouveau choisis comme partenaire pour ce deuxiÃªme projet au Burundi. Les demandes de recensement et identification biomÃ©trique de fonctionnaires, militaires, etc. sont de plus en plus frÃ©quentes. Les solutions que nous proposons permettent aux Etats de crÃ©er des bases de donnÃ©es fiables, ce qui est essentiel pour une bonne gestion des ressources humaines. Â»

Ã€ propos de Zetes : ZETES INDUSTRIES (Euronext Brussels : ZTS) est une entreprise paneuropÃ©enne de premier plan dans le secteur des solutions et services Ã valeur ajoutÃ©e pour lâ€™identification automatique de biens et de personnes (Goods ID et People ID). Ces solutions utilisent des technologies matures et Ã©mergentes (code Ã barres, reconnaissance vocale, RFID, cartes Ã puce, biomÃ©trie) et dÃ©veloppe des Â« Solution Architecture Frameworks Â» pour optimiser les performances des activitÃ©s de ses clients privÃ©s et publics dans de nombreux segments de marchÃ©. Les solutions de Zetes sont mises en oeuvre dans divers secteurs dâ€™activitÃ© : production, transport, logistique, distribution, soins de santÃ©, finance, tÃ©lÃ©communications et services publics. Le Groupe Zetes, dont le siÃ©ge social est Ã©tabli Ã Bruxelles, possÃ©de des filiales en Allemagne, en Belgique, en CÃ´te dâ€™Ivoire, au Danemark, en Espagne, en France, en Irlande, en IsraÃ©l, en Italie, aux Pays-Bas, au Portugal, au Royaume-Uni et en Suisse. Zetes emploie actuellement plus de 700 collaborateurs (full time) et a rÃ©alisÃ© un chiffre dâ€™affaires consolidÃ© de 177 millions dâ€™euros en 2007. Plus de www.zetes.com.

Ã€ propos de CTB : La CTB est lâ€™agence belge de coopÃ©ration au dÃ©veloppement. Prestataire de services publics, elle soutient, pour le gouvernement fÃ©dÃ©ral belge et, plus prÃ©cisÃ©ment, pour le SPF Affaires Ã©trangÃ©res, le Commerce extÃ©rieur et CoopÃ©ration au DÃ©veloppement, les pays en dÃ©veloppement dans leur lutte contre la pauvretÃ©. ParallÃ©lement aux tÃ¢ches qui lui sont dÃ©volues par l'Etat belge et grÃ¢ce Ã son expertise terrain, la CTB peut Ã©galement intervenir pour le compte de tiers. Il s'agit alors d'interventions plus spÃ©cifiques Ã©manant de personnes morales de droit public belges (les CommunautÃ©s, les RÃ©gions, les provinces et les communes, par exemple), Ã©trangÃ©res (DFID) ou internationales (l'Union europÃ©enne et la Banque mondiale). La CTB gÃ©re plus de 200 programmes rÃ©partis dans 30 pays en Afrique, Asie et AmÃ©rique latine. Avec un chiffre d'affaires de 200 millions d'euros en 2007, la CTB emploie aujourd'hui 370 membres du personnel dont 160 au siÃ©ge Ã Bruxelles et 210 rÃ©partis dans les pays dans lesquels elle met en oeuvre des projets et des programmes. Elle dispose d'une propre reprÃ©sentation dans 24 pays. Plus dâ€™infos sur www.btctb.org

Ã€ propos de SOFOS : SOFOS Consultants, SociÃ©tÃ© franÃ§aise, est une structure IÃ©gÃ©re dâ€™appui, constituÃ©e d'un nombre de spÃ©cialistes en gouvernance publique issus des plus grands cabinets internationaux, au service des pays en dÃ©veloppement, principalement en Afrique. Le champ dâ€™intervention de SOFOS Consultants porte sur lâ€™administration publique et les entreprises publiques, dans les domaines du dÃ©veloppement institutionnel, de lâ€™optimisation des structures, de lâ€™organisation, la gestion et le dÃ©veloppement des ressources humaines. C'est ainsi que SOFOS Consultants a dÃ©veloppÃ© un savoir-faire inÃ©galÃ© en matiÃ©re de SIG de gestion des ressources humaines dans les administrations africaines, ainsi que dâ€™audit, de contrÃ´le et maÃ®trise des effectifs et de la masse salariale des personnels des Etats africains.